

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N° 191 du lundi 27 septembre 2021 - Prix : 3000 GNF - Zone CFA : 500

Liste des promoteurs
du 3ème mandat
Makanéra Kaké
répond au FNDC



P.4

Promotion du 3ème
mandat

**La mise au point
de l'imam
Saliou Camara**



P.5

Guinée P.2
**63 ans
d'indépendance
et d'histoire
tumultueuse !**



Vie politique nationale
**Et si la descente aux enfers
avait commencé pour
le RPG Arc-en-ciel ?** P.5

Siguiré
**Quand les sages
dénoncent les tueries
sous Alpha Condé** P.5

Promoteurs du 3ème mandat d'Alpha
**Les colonels Doumbouya
et Samoura retirés de
la liste du FNDC** P.4

Coup d'État, concertations,
renouvellement de la
classe politique... P.3

Bah Oury à cœur ouvert



Edito à vue d'Aigle

**Justice pour les victimes
du 28 Septembre 2009 !** P.2

Suite à la disparition du général-président Lansana Conté, le 22 décembre 2008, l'on s'en souvient, le capitaine Moussa Dadis Camara et ses camarades du CNDD se sont emparés du pouvoir, sans effusion de sang...

Edito à vue d'Aigle



Justice pour les victimes du 28 Septembre 2009 !

Suite à la disparition du général-président Lansana Conté, le 22 décembre 2008, l'on s'en souvient, le capitaine Moussa Dadis Camara et ses camarades du CNDD se sont emparés du pouvoir, sans effusion de sang. Mais moins d'un an après cette prise du pouvoir, une manifestation de l'opposition guinéenne a été réprimée dans le sang (156 morts) dans le plus grand stade de Conakry le 28 septembre 2009. Au lendemain de ce massacre qui a profondément choqué l'opinion nationale et internationale, le bouillant capitaine Moussa Dadis Camara, alors chef de la junte, s'est vu dans la position d'un homme infréquentable, que tout le monde ou presque vouait aux gémonies pour sa supposée responsabilité dans les tueries du stade du 28-Septembre. Le 3 décembre 2009, pendant que les enquêteurs onusiens étaient dans nos murs pour faire la lumière sur cette tragique affaire dont la Guinée aurait pu et dû se passer allégrement, le chef de la junte fera l'objet d'une tentative d'assassinat de la part de son ancien aide de camp, Lt Aboubacar Toumba Diakité. Grièvement blessé à la tête, celui qui présidait alors aux destinées de la Guinée, sera évacué d'urgence au Maroc pour des soins intensifs et appropriés. Depuis cet incident déplorable qui a failli lui coûter la vie, l'homme du 23 décembre 2008 est resté loin de sa Guinée natale. Les Accords dits de Ouagadougou, signés le 15 janvier 2010 sous l'égide du numéro un du Faso d'alors, Blaise Compaoré, ont permis d'organiser la présidentielle de la même année, avec le résultat que l'on sait. C'est le Pr Alpha Condé soutenu par l'Alliance Arc-en-ciel qui a été élu président avec 52% des voix aux dépens de l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo. C'était sous la direction du Général Sékouba Konaté, désigné président de la transition. A ce jour, il y a eu des inculpations dans ce dossier: Dadis Camara, Toumba Diakité, Tiégboro Camara, etc. L'instruction a été bouclée en décembre 2017. Un comité de pilotage d'un procès avait même été mis en place. Puis, plus rien. Or, les Guinéens, dans leur écrasante majorité, ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme souhaitent vivement que toute la lumière soit enfin faite sur cette affaire. Ce mardi 28 septembre 2021, ce sera le douzième anniversaire de ces tragiques événements qui ont endeuillé ou disloqué à jamais de nombreuses familles guinéennes. Justice donc pour les victimes du 28 septembre qui, après douze (12) ans, attendent toujours d'être rétablis dans leurs droits à travers un procès équitable. Il est à espérer que l'avènement du CNRD (Comité national du Rassemblement pour le Développement), dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya, contribuera positivement à faire bouger enfin les lignes dans cette affaire.

Kéfina Diakité

Guinée

63 ans d'indépendance et d'histoire tumultueuse !

Ce samedi 2 octobre 2021, la Guinée célèbre l'An 63 de son accession à l'indépendance. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que le bilan de ces 63 ans d'indépendance reste très mitigé. Qu'avons-nous fait de nos 63 ans d'indépendance ? C'est la pertinente question que tout Guinéen patriote serait tenté de se poser aujourd'hui.



Il faut rappeler que c'est sous la direction de Sékou Touré, que la Guinée a voté "non" le 28 septembre 1958, lorsqu'il lui a été demandé de se prononcer sur le fameux projet de communauté franco-africaine si cher au Général Charles de Gaulle. En posant cet acte historique, il a su ainsi forcer le respect et l'admiration de tous les panafricanistes et de toutes les bonnes consciences aux quatre coins du monde. De cette année-là à ce jour, il y a lieu de reconnaître que beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. De 1958 à 1984, le pays a été dirigé par Sékou Touré, l'homme qui l'a conduit à l'indépendance mais dont le bilan est diversement apprécié par ses compatriotes. Si certains le présentent comme l'homme du 28 Septembre qui a tenu tête à la France, d'autres par contre le rendent directement responsable de la disparition de quelque 50.000 Guinéens dans le tristement célèbre camp Boiro et d'autres lieux de détention à travers le pays.

A sa mort en 1984, l'armée guinéenne, sous la houlette du colonel Lansana Conté ne s'est pas fait prier pour s'emparer du pouvoir au nez et à la barbe de toutes celles et de tous ceux qui caressaient intimement le secret espoir de voir la transition se faire par la voie constitutionnelle. Pendant 24 ans, le natif de Bouramaya a posé des actes que les Guinéens ne sont pas prêts d'oublier. Il a ouvert le pays après des années d'isolement, libéralisé les initiatives privées pour booster l'économie nationale et instauré le multipartisme intégral pour rompre définitivement avec la culture du parti unique. En décembre 2008, c'est un groupe d'officiers et de sous-officiers qui a cru devoir opérer un coup d'Etat

pour prendre les commandes du pays suite à la disparition du Général-Président Lansana Conté. La suite, on la connaît. Le bouillant capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD (Conseil national pour la démocratie et le développement) sont pointés du doigt dans la répression sanglante d'une manifestation pacifique de l'opposition dans le plus grand stade de la capitale le 28 septembre 2009. Une répression qui, selon l'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme, aurait causé la mort de plus de 150 personnes. Sans oublier des dizaines de femmes et de filles violées par les forces de défense et de sécurité. En 2010, le Pr. Alpha Condé est sorti vainqueur de la présidentielle organisée par les autorités de la transition. En 2015, il sera présenté par le RPG Arc-en-ciel (né de la fusion du RPG originel avec une quarantaine de partis légalement constitués) et sera réélu dès le premier

tour du scrutin présidentiel.

Mais pour des raisons qui lui sont propres, au lieu de céder le pouvoir au terme de son second et dernier mandat constitutionnel en 2020, Alpha Condé fera modifier la Constitution pour s'offrir un très contesté troisième mandat. La suite, on la connaît. Déclaré vainqueur de la présidentielle du 18 octobre 2020, celui qui voulait entrer dans l'histoire comme le "Mandela guinéen" a été renversé le 5 septembre 2021 par les Forces spéciales, à leur tête, le colonel Mamadi Doumbouya.

Comme on le voit donc, après 63 ans d'indépendance de leur pays, les Guinéens auraient pu et dû mériter un meilleur sort. Mais hélas, tel est loin d'être encore le cas. Espérons que les nouvelles autorités réussiront à conduire sagement le bateau de la transition vers la tenue d'élections libres et transparentes.

Kéfina Diakité

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège: Hamdalaye 2 C/Ratoma à coté de la mosquée Diakitéya - BP: 6184 Conakry - République de Guinée
Email: laigleinfos@gmail.com - Tél: (+224) 621 93 53 88 / 664 96 05 03

Directeur de Publication

& Rédacteur en Chef

Ali Kéfina Diakité

Tél: 224 621 93 53 88

Secrétaire Général de la Rédaction

Tidiane Diallo

Comité de Rédaction

Aly Badara Condé, Tidiane Diallo, Jean Tiby

Sangaré, Samory Keita, Ali Kéfina Diakité

Service Commercial, marketing,

abonnement, annonces & Pub

Elie Tonguino

Imprimeur

Bilo Diaby

Tél: +224 621 06 92 09

Imprimerie

Warh Business Groupe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

Mohamed Lamine Camara

Tél: (+224) 664 57 99 72 / 621 64 63 88

Edité par: Kéfina sarl (société de regie,

d'édition et de communication)

Lisez le journal numérique sur le site

KéfinaFasso

www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Coup d'État, concertations, renouvellement de la classe politique...

Bah Oury à cœur ouvert

Dans une interview exclusive accordée à L'Aigle Infos, Amadou Oury Bah, connu sous l'appellation Bah Oury, président de l'UDRG, aborde l'actualité politique guinéenne marquée par le coup d'État militaire qui a renversé Alpha Condé le 05 septembre dernier, les consultations en cours, la formation du gouvernement de transition et les échéances électorales à venir. Il faut rappeler que Bah Oury est ancien ministre de la Réconciliation nationale sous la deuxième république. Il est présentement proche de l'ex-chef de file de l'opposition guinéenne, Elhadj Mamadou Sylla, au sein de la Convergence pour la Renaissance de la Démocratie en Guinée (COREDE). Lisez...

L'Aigleinfos: Cela fait aujourd'hui trois semaines depuis qu'Alpha Condé a été déposé par l'armée. Que faisiez-vous quand vous avez appris la nouvelle ?

Bah Oury: Je revenais de l'intérieur du pays, moins de 72 heures auparavant avec l'état des routes, il fallait se reposer et retrouver ses esprits. Donc c'est dans ce contexte que nous avons suivi les événements. A un moment donné, moi, je croyais que c'était un film, le fait de montrer le président assis dans un fauteuil entouré par des militaires. Donc, par la suite, je me suis rendu à l'évidence qu'il s'agit d'une réalité.

Quand Cellou Dalein Diallo réclamait sa victoire à la présidentielle du 18 octobre, vous avez été l'un des rares opposants à appeler à une transition. Est-ce que vous saviez que ce coup d'État allait se produire ?

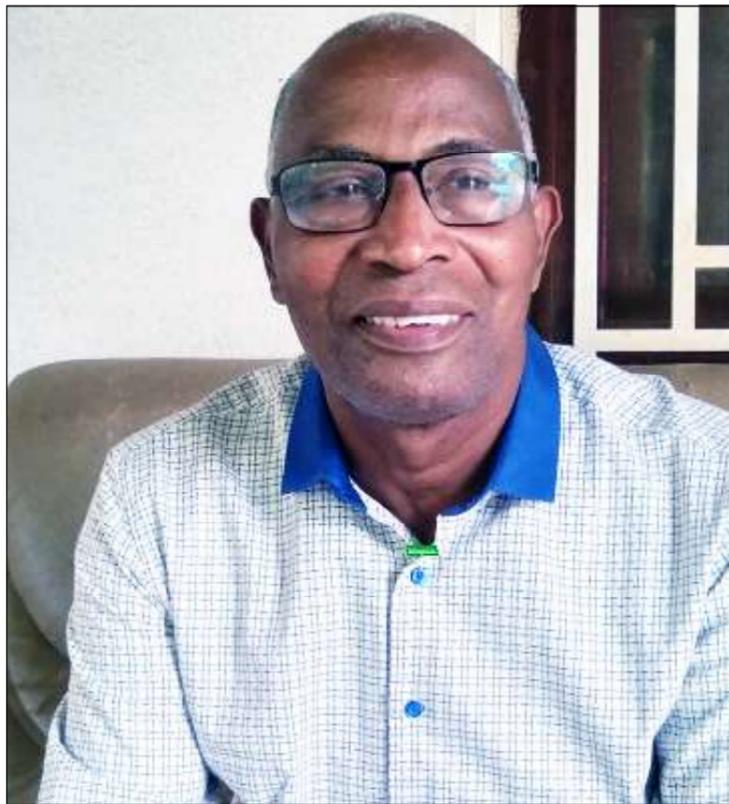
Il faut restituer les choses dans le contexte. Après le référendum de mars 2020, j'avais dit que la Guinée ira nécessairement ou d'une manière incontournable vers une transition politique. Parce que les autorités avaient bloqué tout processus d'évolution du pouvoir par les urnes. Donc la volonté d'accaparement et de confiscation de la souveraineté du peuple ne pourrait pas résister, à la longue, à la montée des mécontentements et

des situations qui se sont révélées encore beaucoup plus catastrophiques. Je n'aurais pu le penser et ça, c'était avant même l'élection du 18 octobre 2020. Après l'élection du 18 octobre 2020, nous nous sommes rendus à l'évidence que la communauté internationale a pris acte que monsieur Alpha Condé est le président de la République.

Qu'est-ce qui explique votre déplacement au QG des Forces spéciales dès les premières heures de la prise du pouvoir ? C'était sur invitation ou pas ?

À partir du moment où il est le responsable de l'Exécutif guinéen, chef de l'Etat et président du CNRD, il assume les fonctions de président de la République. En tant que responsable politique, j'ai des liens avec le colonel Doumbouya. Nous nous sommes vus 48 heures après le coup d'État intervenu le 5 septembre dernier. Il faut qu'il y ait la nécessité de tout faire pour que la transition politique qui doit commencer maintenant soit un succès. Parce que s'il ne réussit pas, c'est pour eux le drame et la tragédie pour l'ensemble du peuple de Guinée. Et la Guinée a trop longtemps souffert pour continuer à encaisser encore des échecs et des remises en cause qui nous font regretter. Nous avons besoin de réussir sans contrepartie.

Les consultations



nationales en vue de la formation d'un gouvernement de transition sont en cours. Est-ce que vous avez été approché par le CNRD pour diriger la Primature ?

Par rapport à la prise de responsabilité, pour éviter les erreurs du passé, il faut éviter d'avoir un gouvernement composé à partir des partis politiques. Il faudra tirer les leçons du gouvernement avec feu Jean-Marie Dore et faire en sorte que des hommes et des femmes, en

fonction de leurs compétences et de leurs capacités d'apporter des solutions, puissent être ceux et celles qui vont être proposés à ces responsabilités, indépendamment de leurs sensibilités qui sont relativement secondaires. L'essentiel, ce sont leurs compétences, leur loyauté et leur intégrité vis-à-vis des loyaux intérêts de la République. Il faut prendre des gens dehors qui sont apolitiques, parce que si vous prenez dans les partis directement, ils vont aller reprendre les mêmes choses et les mêmes conflits qui existent entre les partis politiques. Donc, il faudrait que ça soit des personnalités connues pour leur intégrité en tenant compte bien entendu de l'ensemble des identités pour que chaque Guinéen puisse se reconnaître à travers ce gouvernement de transition qui se mettra en place.

Le président Condé est toujours maintenu en détention. Est-ce que vous comprenez le CNRD qui annonce que le président déchu demeurera en Guinée malgré les menaces brandies par la CEDEAO ?

Je comprends très bien cette décision. D'abord ce qui est important actuellement, il faut absolument assurer l'intégrité morale du président Alpha Condé. En aucune manière, il ne faut qu'il soit dans une situation qui n'est pas souhaitable et pour les personnes susceptibles d'être interpellées. Maintenant, la situation nationale amène à prendre des mesures conservatoires pour assurer la sécurité et la sta-

bilité du pays. C'est la raison pour laquelle, il est tout à fait compréhensif que dans la phase actuelle que les choses se mettent effectivement en force.

Des voix s'élèvent pour demander le renouvellement de la classe politique. C'est quoi votre avis sur la question ? N'est-ce pas une forme d'exclusion ?

Occupons-nous de l'essentiel, chaque chose en son temps. J'ai toujours milité pour le renouvellement de la classe politique et ça ne date pas d'aujourd'hui. Et renouveler la classe politique ne veut pas dire prendre des jeunes de 30 ans à 40 ans pour dire que tu renouvelles la classe politique. Le renouvellement de la classe politique se fait par le renouvellement des idées, de la pratique politique et des projets. Il faut changer fondamentalement de stratégie. Et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre qu'il s'agit de renouveler la classe politique.

Quels sont vos rapports avec le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo, actuellement ?

Ce sont des rapports d'un président d'un parti politique à un autre président d'un parti. Nous, au niveau de la COREDE, qui est composée de 22 partis politiques, nous avons été les premiers à tendre la main aux autres ; et cela, depuis le 8 août 2021, dans le cadre de la mise en place du cadre de concertations que l'ancien Premier ministre Kassory Fofana avait demandé. Nous avons envoyé des messages à tous les partis y compris l'ANAD, pour leur dire, il faut qu'on se concertent afin d'avoir une même lecture, une même approche par rapport à ce contexte. Nous avons renouvelé cette même approche il y a une semaine de cela. Et dimanche dernier, on devrait se retrouver, mais pour des questions de positionnement, je ne sais quoi ils ont préféré agir autrement. Donc nous avons tendu la main et c'est cette main qui n'a pas été retenue, mais nous continuons à avancer et à promouvoir une approche politique qui dépasse les clivages parce que la nécessité d'avoir une transition inclusive, apaisée, transparente, efficace et réussie condamne à ce que nous voyions toutes les choses dans la même direction, y compris les différentes plateformes qui existent.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

Non-tenue du procès du massacre du 28 septembre

Asmaou Bah de l'AVIPA pointe la responsabilité d'Alpha Condé

En prélude à la célébration du douzième anniversaire des massacres du 28 septembre, la présidente de l'Association des victimes, parents et amis (AVIPA), Mme Asmaou Bah, a fait une sortie pour pointer la responsabilité d'Alpha Condé dans la non-tenue d'un procès dans ce dossier.

« Nous avons entendu tout ce que les magistrats ont dit. Nous avons compris qu'il (Alpha Condé, ndlr) ne voulait pas que le procès se tienne. Je viens de regarder une de ses vidéos d'archives où il disait : "moi Sékou Touré m'avait condamné". Malgré ça, après la mort de Sékou Touré, il est allé saluer sa famille. Après la mort de Lansana Conté, il est également allé avec une délégation saluer sa famille, malgré que ce dernier l'avait emprisonné. Donc pour lui, si l'on

parle du 28 septembre, ce n'est pas aussi important que le 28 septembre 58. Dans la foulée, il avait même parlé du camp Boiro, avant de dire que lui, ce qu'il veut c'est la réconciliation, alors qu'il n'y pas de réconciliation sans justice. Il faut tenir le procès pour situer la responsabilité avant de demander de se pardonner », a dénoncé Asmaou Bah. Et d'ajouter : « durant ses 10 ans de règne, il a fait souffrir son peuple. Il a oublié que toutes ces victimes ont été enregistrées pour

qu'un civil vienne au pouvoir. Il a refusé catégoriquement d'essuyer les larmes de ces gens-là. Au contraire, il a plutôt augmenté la désolation. Nous dirons que c'est lui qui empêchait la tenue du procès.

Le gouvernement guinéen n'a jamais pensé à nous. Si nous les invitons dans nos rencontres, ils n'envoient même pas les plantons, pour au moins écouter ce qui se dit »

Kéfina Diakité

Liste des promoteurs du 3^{ème} mandat

Alhoussein Makanéra Kaké répond au FNDC

Comme il fallait s'y attendre, la publication par le FNDC de la liste des promoteurs du 3^{ème} mandat a fait réagir. C'est le cas d'Alhoussein Makanera Kaké, ancien ministre de la Communication et ancien député de la 9^{ème} législature sous le régime d'Alpha Condé.



Parlant du FNDC qui l'a placé sur la liste des promoteurs du 3^{ème} mandat, Alhoussein Makanéra Kaké a dit ceci : « Je voudrais dire que ce sont des plaisantins. Ils sont très frileux. Je me demande pourquoi ils n'ont pas mis mon nom en première position parce que force est de reconnaître aujourd'hui que la première personne qui a demandé d'initier le débat pour le changement de la constitution en république de Guinée, c'était bien moi à la maison de la presse à Coléah? Cela est évident et il n'y a pas quelqu'un qui a cherché à motiver le changement de la constitution et même chercher les bases légales et dans les textes de droits temporels que dans les textes de droits divins. C'est en ce moment que je me suis basé sur la sourate Ash-Ashura qui parle de consultations. Et la constitution n'est rien d'autres que la consultation. Je suis allé au-delà. Je suis allé même dans la bible où le Dieu dit que plus le nombre de conseillers est grand, plus grand est le salut. C'est dans la bible, on peut le vérifier. Si je vois aujourd'hui maintenant qu'on fait la liste mais comme leur est extensible et peut changer à tout moment en fonction de leurs intérêts, s'ils devraient être logiques, ils devraient commencer par Alhoussein Makanéra Kaké, avant le premier ministre, avant le professeur Alpha Condé, avant n'importe qui. C'est moi qui ait été le premier à parler qu'il faut discuter de la constitution, de la modifier et ma position remonte même avant l'adoption de cette constitution de 2010 ». Pour l'ancien ministre de la Communication, la constitution de 2010 a été faite pour retirer le pouvoir des mains de la junte militaire de l'époque.

« Je vous rappelle que nous étions dans une structure et on siégeait au bureau de Mamady Kaba qui était le président de l'INIDH, à Bambéto. On s'est re-

groupés dans une structure qu'on appelait Forces Nationales (FONA). Nous avons rejeté vigoureusement la constitution de 2010 parce qu'elle n'a pas été adoptée par l'Assemblée nationale. Cette structure était présidée par Makona. Depuis cette date, on s'est opposés à cette constitution mais on nous a convaincu qu'entre plusieurs maux, il faut choisir le moindre. C'était un moyen de retirer le pouvoir des mains des militaires », a réagi Makanera.

Tidiane Diallo

Promoteurs du 3^{ème} mandat d'Alpha Condé

Les colonels Doumbouya et Samoura retirés de la liste du FNDC

Le vendredi dernier, le FNDC a annoncé avoir retiré les colonels Mamadi Doumbouya et Balla Samoura de la liste des promoteurs du 3^{ème} mandat d'Alpha Condé. C'était à la faveur d'une conférence de presse.



Les choses semblent s'accroître en Guinée depuis la chute du régime d'Alpha Condé actée le 5 septembre. Les exilés politiques, notamment ceux du FNDC, ont regagné le pays et entendent rendre la vie difficile à tous ceux qui se sont illustrés dans la promotion du 3^{ème} mandat pour Alpha Condé. Mais curieusement, le vendredi dernier, le FNDC a annoncé avoir retiré les colonels Mamadi Doumbouya et Balla Samoura de la liste des promoteurs du 3^{ème} mandat d'Alpha Condé. C'était à la faveur d'une conférence de

presse. Sékou Koundouno et Cie ont mis l'occasion à profit pour publier une liste de 93 promoteurs, sans oublier le groupe des 518, contre lesquels des actions judiciaires seraient envisagées. Sur le retrait des colonels Doumbouya et Samoura de la liste du FNDC, Ibrahima Diallo s'est justifié en ces termes :

« Lorsqu'on a commencé le combat, on a lancé un appel à toutes les forces du pays, pour qu'on puisse ensemble le sauver, en luttant contre le troisième mandat. Nous avons fait des déclarations dans lesquelles on a appelé l'armée à prendre ses responsabilités et à être aux côtés du peuple en le soutenant. L'armée, à travers colonel Doumbouya et ses collègues, a répondu à cet appel. Sur la base de la réponse à cet appel, le FNDC a décidé de les rayer de la liste. On a des actions à l'international, nous avons été saisis par des institutions internationales à propos, la réponse a été la même ».

Reste à savoir maintenant si les activistes du FNDC seront suivis par le CNRD dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya.

Tidiane Diallo

Tanènè

Le colonel Mamadi Doumbouya accueilli chaleureusement par Elhadj Sékhouna Soumah



Le vendredi dernier, le président du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD), le colonel Mamadi Doumbouya s'est rendu à Tanènè-Bouramaya pour se recueillir sur la tombe de feu le général Lansana Conté. Il y a été accueilli chaleureusement par le Kountigui de la Basse Guinée, Elhadj Sékhouna Soumah. « Toi et moi on est ensemble, je te

confie la Basse Guinée, la Haute, la Moyenne et la Guinée forestière. Je te confie les cadres et respecte surtout les sages et les chefs religieux. Méfie-toi aussi des cadres démagogues », a-t-il conseillé au nouvel homme fort du pays. Abordant le sujet relatif aux sanctions brandies par la CEDEAO contre la junte au pouvoir à Conakry, Elhadj Sékhouna Soumah a dit ceci : « ce que je te dirais dans cette affaire, ne suis pas la CEDEAO, les membres de la CEDEAO sont des syndicats. Ne les écoute pas. Le Président Alpha est né ici. C'est chez lui ici. C'est ici qu'il a dirigé. Quand il dirigeait, l'erreur qu'il a faite, c'est ici qu'elle sera corrigée. Il n'ira nulle part »

Kéfina Diakité

Transition CNRD

Le colonel Mamadi Doumbouya se recueille sur les tombes de Lansana Conté et de Sékou Touré



Le vendredi 24 septembre, le président du CNRD, le colonel Mamadi Doumbouya, est allé se recueillir sur les tombes des deux premiers présidents de la Guinée indépendante : Ahmed Sékou Touré et Lansana Conté.

À Tanènè-Bouramaya, le nouvel homme fort de la Guinée a rencontré le Kountigui de la Basse Guinée, Elhadj Sékhouna Soumah, avant de se recueillir sur la tombe du président Lansana Conté décédé le 22 décembre 2008 après avoir dirigé la Guinée pendant 24 ans. Le colonel Mamadi Doumbouya, le tombeur d'Alpha Condé, a été chaleureusement accueilli par les populations de Bouramaya, la terre natale du deuxième président de la Guinée indépendante. Dans une vidéo publiée

dans les médias et sur les réseaux sociaux, l'on a vu le président du Comité national du Rassemblement pour le Développement assis à côté d'Elhadj Sékhouna Soumah qui, ces derniers temps, était en froid avec le désormais ancien président Alpha Condé, à cause notamment du très contesté 3^{ème} mandat. Le même jour, à son retour de Tanènè, le colonel Mamadi Doumbouya s'est rendu au mausolée de Camayenne pour se recueillir sur la tombe de Sékou Touré, le père de l'indépendance guinéenne. Des témoins ont confié que le président du CNRD est venu pour prier pour le président Ahmed Sékou Touré, en compagnie d'un haut responsable des Affaires religieuses.

Kéfina Diakité

Promotion du 3^{ème} mandat

La mise au point de l'imam Mamadou Saliou Camara

Le premier imam de la grande mosquée Fayçal, Elhadj Mamadou Saliou Camara, a cru devoir faire une sortie pour répondre à ses détracteurs dont certains l'accusent, à tort ou à raison, de n'avoir rien fait contre le 3^{ème} mandat d'Alpha Condé.

« Tout le monde sait que notre ancien président n'était pas ce genre de personne qui appelait les Imams pour leur demander leurs avis. Et ça, tous les Guinéens le savent. Pas un jour, le Président Alpha Condé ne m'a appelé individuellement, ne nous a appelés collectivement pour dire ; « venez je veux changer quelque chose. Vous tous vous me connaissez, moi je ne dis pas deux paroles. Des journalistes sont venus me voir les yeux dans les yeux en disant : « imam, le président veut changer la constitution pour un troisième mandat. Qu'est-ce que tu en penses ? » La réponse que j'ai donné est celle-ci : « Non. Je n'ai entendu cette parole que de la bouche des gens, je n'ai pas entendu officiellement le Président dire qu'il veut changer la constitution. On ne juge pas une chose qu'on n'a pas entendue de la bouche de l'intéressé. Le jour où il se décidera à dire qu'il va la changer, si quelqu'un doit parler, il parlera ce jour ». Voilà ce que j'avais dit ce jour-là », a expliqué l'imam Mamadou Saliou Camara. Et d'ajouter : « Le Président ne nous a pas appelés pour qu'on aille le conseiller à propos du 3^{ème} mandat. Il a des ministres pour ça, aux affaires religieuses, il a des inspecteurs régionaux, ce sont des places politiques et administratives. Ce sont eux qu'il a appelés pour faire appel aux sages du pays et aux grands



Imams de Conakry pour une rupture de jeûne chez lui. Ce jour-là le Président était heureux. Quand quelqu'un t'invite pour aller manger, tu peux le conseiller si tu veux mais tu le fais en aparté pas publiquement. Moi je n'ai pas besoin de témoins pour conseiller le Président. La volonté de Dieu a été faite. Ce jour-là N'Fa Sékou (nous étions ensemble à un enterrement à Kouroussa) c'est lui qui a dit au Président d'aider les ligues régionales qui sont à N'Zérékoré, Kankan, Kindia, Mamou, Boké, Dabola, Boffa, qui viennent dans des taxis, ils sont nos sages, aide-les à travers leur Ministère à avoir des véhicules. Cette histoire de véhicule a été dite en ma présence, la requête a été faite en

ma présence, mais le jour où ils ont été offerts, ce jour-là je n'étais pas là-bas. Je n'avais pas ma part là-dedans. Elles n'ont pas été offertes aux Imams. Même si quelqu'un n'aime pas les Imams, là où la personne déçoit c'est quand il oublie sa religion. Il y a un Chef religieux catholique qui m'a appelé hier. Il m'a dit « on ne vous comprend pas vous les musulmans. Aussi longtemps que nous serons là, vous n'entendrez jamais un catholique dire des bêtises à un Prêtre à la radio ou à la télévision. Pourquoi vous les musulmans, même les vieux sages sabotent la religion musulmane. Ils en font même un tabac de bouche à bouche ». Wallaye, il me l'a dit »

Kéfina Diakité

Vie politique nationale

Et si la descente aux enfers avait commencé pour le RPG Arc-en-ciel ?

Après la chute brutale d'Alpha Condé, nombreux sont les observateurs avertis de la scène politique guinéenne qui se demandent si ce n'est pas le début d'une descente aux enfers pour le désormais ancien parti présidentiel, le RPG Arc-en-ciel.



C'est en 1992 que le professeur Alpha Condé et certains compatriotes ont créé le RPG à la faveur de l'instauration du multipartisme intégral par le régime Conté. De cette année-là à ce jour, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. En 1993, son candidat est arrivé deuxième à la présidentielle remportée officiellement par le président sortant, le général Lansana Conté. Au lendemain de la présidentielle de 1998, le champion du RPG, Pr. Alpha Condé, a été arrêté à Piné (Lola) pour être embastillé pendant plus de 2 ans à la Maison centrale de Conakry pour atteinte, dit-on, à la sûreté de l'Etat. Une affaire qui, l'on s'en souvient, avait fait couler des

flots d'encre et de salive dans le pays et au-delà.

En 2010, c'est le même RPG qui portera finalement au pouvoir celui qu'on appelait affectueusement "l'Opposant historique", dans les conditions que tout le monde connaît. Cinq ans plus tard, le professeur Alpha Condé, présenté par le RPG Arc-en-ciel (né de la fusion du RPG originel avec une quarantaine de partis légalement constitués) a été réélu dès le premier tour.

Mais en 2020, au lieu de céder le pouvoir au terme de son second et dernier mandat constitutionnel, Alpha Condé fera modifier la Constitution pour s'offrir un très contesté troisième mandat. La suite, on la connaît. Déclaré vainqueur de la présidentielle du 18 octobre 2020, celui qui voulait entrer dans l'histoire comme le "Mandela guinéen" a été renversé le 5 septembre 2021 par les Forces spéciales, à leur tête, le colonel Mamadi Doumbouya. Le RPG Arc-en-ciel va-t-il connaître le triste sort qui a été réservé au PDG-RDA de Sékou Touré et au PUP de Lansana Conté ? Les mois et les années à venir nous apporteront certainement une réponse claire à cette pertinente question que se posent de nombreux Guinéens.

Tidiane Diallo

Tidiane Diallo

Siguiiri

Quand les sages dénoncent les tueries sous Alpha Condé

Selon Mediaguinee, les sages de Siguiiri ont mis à profit une visite du nouveau préfet à leur vestibule pour dénoncer les tueries et la gabegie sous Alpha Condé. Une sortie qui a surpris plus d'un observateur.



Après la chute du régime d'Alpha Condé, les langues se sont vite déliées, même dans les fiefs du RPG Arc-en-ciel. C'est le cas par exemple pour les sages de

Siguiiri, qui ont mis à profit une visite du nouveau préfet à leur vestibule pour dénoncer les tueries et la gabegie sous Alpha Condé. Une sortie qui a surpris

plus d'un observateur. « Nous regrettons beaucoup, monsieur le nouveau préfet. Nous comptons entièrement sur vous. Sous le régime d'Alpha Condé, il y a eu plus de 200 morts, chacun faisait ce qu'il veut », font-ils remarquer.

« Au temps d'Alpha Condé, à Siguiiri, chaque année, on venait partager de l'argent ici. Donc c'était la vraie gabegie financière. Nous avons assisté à cela. Monsieur le nouveau préfet, vous avez un grand défi à relever. Que votre arrivée parvienne à changer positivement les choses à Siguiiri. Le régime d'Alpha Condé a connu beaucoup de dérapages », dénoncent-ils.

Il faut rappeler que sous Alpha Condé, la préfecture de Siguiiri a toujours donné le plus gros score au RPG lors des consultations nationales (présidentielle, législatives, communales).

Tidiane Diallo

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Conduite de la transition

Thierno Mamadou Bah, président de la NGC, écrit au colonel Mamadi Doumbouya

A travers une lettre ouverte publiée la semaine dernière dans la presse, Thierno Mamadou Bah, président de la NGC et ancien journaliste, a bien voulu s'adresser au nouvel homme fort du pays, le colonel Mamadi Doumbouya. Lisez...

« Monsieur le Président du CNRD,

Cher frère,

Le coup d'Etat du 05 septembre 2021, n'était une surprise que pour les moins avertis. Il fallait bien s'y attendre. Je l'avais dit et même décrit publiquement dans une interview-télé, quelques semaines après le simulacre d'élection présidentielle d'octobre 2020. J'avais dit, -la vidéo est encore disponible-, que ... le président Condé sortirait par la petite porte ou même par la fenêtre. J'ai malheureusement eu raison.

J'avais aussi dit sur RFI, alors que j'étais encore journaliste, que la préoccupation n'était pas le temps qu'Alpha Condé passerait aux affaires, mais plutôt comment les Guinéens pourront-ils s'en débarrasser sans trop de préjudices. Nous y sommes monsieur le président du CNRD. Des dégâts, il y en a eu, vous le savez bien. Et, ce n'est pas fini, parce que le "colis" que vous gardez par-devers vous, est plus qu'encombrant. Et pour vous, ce ne sera pas du tout repos.

Mon Colonel,

Je sais que vous êtes républicain, en dépit de ce coup d'Etat que vous avez dirigé par devoir, mais à vos risques et périls. La situation au sein de la Grande muette et dans la sphère sociopolitique vous l'y imposait d'ailleurs. Militaire de votre gabarit, si je l'avais été, j'aurais renversé ce régime depuis 2018 pour éviter à la Guinée de sombrer dans un naufrage démocratique. Tout ou presque, prouvait à suffisance, que le régime Condé était à la dérive et aux

antipodes des principes démocratiques.

Monsieur le président,

Je m'inscris en faux contre ceux qui affirment que vous n'êtes pas républicain. Être un officier républicain, c'est aussi refuser d'être continuellement complice -passif ou actif- d'une dictature comme celle dont vous êtes le tombeur. Vous devez, cependant, tout faire pour réussir. Et pour y arriver, vous devez entre autres :

1- Eviter tout acte qui ne vise qu'à contenter ou faire plaisir à un quelconque clan ;

2- Mettre en place une commission Vérité-Justice-Réconciliation (y nommer des Guinéens comme Robert Sarah, Bâ Oury, Gassama Diaby, ...) et la doter de suffisamment de moyens financiers et matériels avec un mandat clair et précis ;

3- Mettre définitivement fin au désordre et à l'impunité en rétablissant la peine de mort pour un certain nombre de crimes (notamment pour le viol sur mineur, les crimes de sang et les crimes économiques). C'est le moyen le plus dissuasif pour les futurs gouvernants et même pour les membres de la junte. Et, faut-il le préciser, ceci n'a rien d'un règlement de comptes et ne vise pas particulièrement les dignitaires du régime défunt, puisque la loi n'est pas rétroactive ;

4- Eviter de se tromper dans le choix des femmes et des hommes auxquels des responsabilités publiques seront confiées ;

5- Ne pas hésiter de prendre



des décisions impopulaires dès qu'elles sont au bénéfice exclusif des populations guinéennes.

Monsieur le président,

La Guinée, notre pays, est à la croisée des chemins et notre responsabilité, à nous tous, militaires et civils, est plus que jamais engagée. Nous sommes obligés d'avancer et nous

n'avons absolument pas droit à l'erreur. Et comme l'a dit Einstein, "...il faut avancer pour ne pas perdre l'équilibre." Vous devez faire ce qui est bon et juste pour notre patrie.

Mon Colonel,

Pour finir, j'ai constaté -à moins que je ne me trompe- que vous vous hâtez lentement, mais

je vous suggère de ne pas trainer. Le monde nous observe et le peuple impatient.

Bien cordialement ! », a écrit Thierno Mamadou Bah, président de la NGC, ancien journaliste.

Une synthèse de
Tidiane Diallo

Lutte contre le Covid-19

Plus de 330 000 doses de vaccin offertes à la Guinée par les Etats-Unis

Dans un communiqué publié dans la presse le vendredi 24 septembre, l'Ambassade des États-Unis à Conakry a annoncé l'arrivée de 336.000 doses du vaccin COVID-19 Johnson & Johnson. Cette cargaison de vaccins a été livrée par l'Initiative COVAX, dont les États-Unis sont le principal contributeur.



« Avec ce don, les États-Unis, avec le soutien de COVAX, ont fourni près d'un demi-million de vaccins à la population guinéenne depuis août. Ces dons réaffirment la promesse de

l'administration Biden-Harris de garantir un accès équitable à des vaccins COVID-19 sûrs et efficaces, et ce n'est qu'un début.

Comme l'a fait remarquer le Chargé d'Affaires par intérim Steven Koutsis, «les États-Unis travaillent avec leurs partenaires pour intensifier la lutte contre le COVID-19 dans le monde, ouvrir la voie à un remède mondial et établir une plus grande sécurité sanitaire nationale et mondiale.»

L'engagement des États-Unis envers le peuple de Guinée reste inébranlable. Depuis le début de la pandémie, l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) a fourni plus de 5,5 millions de dollars pour améliorer les systèmes de santé dans tout le pays. Que ce soit par le biais de programmes, d'assistance technique ou de dons de vaccins COVID-19, les États-Unis restent le plus

grand donateur bilatéral dans le secteur de la santé en Guinée au cours des 20 dernières années.

Avec nos partenaires mondiaux, les États-Unis continueront à soutenir la lutte du peuple guinéen contre la pandémie de COVID-19. », peut-on lire dans le communiqué de l'Ambassade des États-Unis en Guinée.

Kéfina Diakité

Mali

Assimi Goïta, les mercenaires russes et la colère de Paris



La France s'oppose aux négociations entre la junte et une société du groupe Wagner en vue d'un déploiement de mercenaires russes au Mali. Elles pourraient bouleverser toute la stratégie de lutte contre le jihadisme au Sahel.

Les révélations ont fait l'effet d'un coup de tonnerre, à Bamako et au-delà : Assimi Goïta serait sur le point de conclure un contrat avec l'une des sociétés du groupe Wagner, l'entreprise de sécurité russe. Au centre des discussions : le déploiement d'un millier de mercenaires pour un « deal » à hauteur de 6 milliards de francs CFA (environ 9,1 millions d'euros) par mois.

Si aucune confirmation n'est venue de Bamako, la France – qui a annoncé dans la nuit de mercredi à jeudi avoir tué le chef

de l'État islamique au Grand Sahara – a déjà exprimé son opposition ferme à ce projet. La présence de mercenaires russes sur le terrain malien serait « absolument inconciliable avec notre présence » et « incompatible avec l'action des partenaires sahéliens et internationaux du Mali », a tonné Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères. Paris, qui a déjà annoncé la fin de l'opération Barkhane et le retrait d'une partie de ses troupes du Mali, menace de réduire encore sa participation à la lutte contre les groupes armés jihadistes.

Coup de bluff ?

Mais à Bamako, l'éventuelle arrivée en terres sahéliennes des hommes de Wagner, dont certains sont déjà présents en Centrafrique, en Libye ou encore au

Soudan, est applaudie par certains. Une frange de l'opinion publique l'appelle en effet de ses vœux depuis qu'Assimi Goïta a renversé Ibrahim Boubacar Keïta, le 18 août 2020.

Faut-il y voir, comme certains commentateurs l'affirment, un simple coup de bluff des autorités maliennes vis-à-vis de Paris ? Voire une volonté de la junte de donner des gages à la frange la plus « anti-française » de ses partisans ? Si le contrat venait à être signé, c'est toute la stratégie internationale face aux jihadistes, déjà bousculée par la fin de l'opération Barkhane, qui pourrait s'en voir profondément transformée.

Par POV

Dessinateur de presse, William Rasoanaivo - alias POV - vit et travaille à Maurice

Guinée

12 ans après le 28-Septembre, les victimes en appellent aux nouvelles autorités



En Guinée, il y a 12 ans, des militaires sous le régime du capitaine Moussa Dadis Camara ont perpétré les pires massacres jamais commis en une journée contre des opposants et des membres de la société civile opposés au régime militaire qui voulait empêcher la candidature du chef de la junte. Douze ans après, toujours en quête de justice, les victimes en appellent aux nouvelles autorités guinéennes.

Les victimes qui en ont encore gros sur le cœur. Elles estiment qu'elles n'ont jamais bénéficié du soutien de l'ancien régime. Certains accusent l'ancien président

d'immobilisme.

« Oui, c'est le régime de Alpha Condé, lui, il était parmi les organisateurs du 28 septembre. Il faisait parti de ceux-là qui nous ont recommandé d'aller au stade du 28-Septembre, il était opposant au régime militaire », explique Aissatou Bary, l'une des victimes directe du 28 septembre 2009.

Touré Kadiatou Camara a, elle, survécu grâce au soutien de son époux alors que d'autres ont été rejetées par leurs familles. « Il y a des femmes qui n'ont pas eu de soutien moral, elles ont perdu leur foyer, elles ont été stigmatisées au sein de leurs familles, au sein de leurs proches, elles n'ont pas eu le courage de parler de ce qui leur est arrivé », témoigne-t-elle.

« Nous demandons à la nouvelle autorité des réparations et que plus jamais ce qui nous est arrivé à nous ne se reproduise, que plus jamais que d'autres femmes soient violées en Guinée, plus jamais que des jeunes gens soient tués et disparaissent sans que leurs parents ne puissent faire leur deuil », ajoute-t-elle.

Ce jour-là dans ce stade historique du 28-Septembre, 157 Guinéens ont été massacrés par des militaires et **109 femmes ont été violées**, selon des statistiques d'ONG de défense des droits de l'homme et l'ONU.

In rfi.fr

Affaire d'Elhadj Doura

«Personne ne peut me citer dans cette affaire», déclare Thierno Sow "Kam's" à la barre

Les débats dans l'affaire de l'assassinat de l'opérateur économique Elhadj Doura Diallo a repris le lundi 27 septembre, avec la comparution de Thierno Sow dit "Kam's", au tribunal criminel de Dixinn.

A la barre, Thierno Ciré Sow n'a pas tardé à nier en bloc les accusations contre lesquelles il est poursuivi « enlèvement, recel, abstention délictueuse, blanchiment de capitaux, groupe d'enlèvement en Guinée ». Mais il reconnaît tout de même avoir eu des relations d'affaires avec les présumés cerveaux, Elhadj Mamadou Diallo, Thierno Mamadou Kane, Abdourahmane Bah, Mohamed Dady Bah et Idrissa Diallo.

«Après quelques années de gestion, on a constaté d'énorme perte d'une valeur de plus de 250 millions fg, que moi Kam's, j'ai décidé de me débarrasser de lui (Elhadj Mamadou Diallo) pour sa mauvaise gestion, c'était en début d'année 2016. Mais puisque

qu'il détenait la RAV4 de la société, je suis allé me plaindre à la brigade de gendarmerie de Kipé qui a tranché entre nous. Depuis lors on était plus en contact. Personne ne peut me citer dans cette affaire parmi ceux qui comparaisent à la barre», déclare Thierno Sow dit "Kam's".

Il faut rappeler que lors de sa comparution, Elhadj Mamadou Diallo avait reconnu que Kam's n'est pas lié à l'enlèvement de l'opérateur et ni au paiement de la rançon pour sa libération: « il ne connaît même pas l'existence de ce groupe », avait-il dit.

Amadou Tidiane Diallo



Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Côte d'Ivoire

Simone Gbagbo a désormais son propre mouvement de soutien

Lors d'une assemblée générale au palais des sports de Treichville, les groupes favorables à l'ex-première dame Simone Gbagbo se sont regroupés au sein d'une seule entité, le Mouvement générations capables.



Le Mouvement générations capables (MGC), comme est baptisé ce mouvement de soutien, dispose d'instances et d'un bureau. Et son assemblée générale avait bien des allures de meeting politique ce samedi. Simone Gbagbo n'est pas la présidente, mais la marraine de ce mouvement qui lui est totalement dévoué.

Ce MGC s'adresse surtout aux femmes. Elles sont majoritaires dans le bureau et elles l'étaient aussi très largement dans les gradins cet après-midi. Beaucoup se disent touchées par l'humiliation subie par l'ex-première dame de la part de Laurent Gbagbo, qui a officiellement demandé le divorce quatre jours après son retour en Côte d'Ivoire, et des hauts responsables du FPI-GOR depuis quelques mois.

L'un des orateurs du jour, Gervais Boga Sako, qui vient de démissionner de son poste de vice-président d'EDF, la plateforme pro-Gbagbo, n'a pas eu de mots assez durs pour décrire la déception qu'il a ressentie depuis le retour de Laurent Gbagbo mi-juin.

Pasteur et candidate

Simone Ehivet Gbagbo s'est adressée à son public pendant près d'une heure, détaillant sa vision de la Côte d'Ivoire, à la fois comme un pasteur et comme un candidat à la présidentielle. Comme un pasteur, elle a prêché pour la « reconquête des valeurs » morales, sociales et culturelles. Pour la réconciliation et le pardon également. Comme une candidate, elle a parlé d'une Côte d'Ivoire prospère, développée, industrialisée, où un train pourrait relier « Abidjan à Odienné en trois heures », et non onze comme aujourd'hui.

Le divorce politique semble lui aussi en marche. À trois semaines du lancement du nouveau parti que souhaite Laurent Gbagbo qui a décidé de laisser « l'enveloppe vide » du FPI à Pascal Affi N'guessan, Simone Ehivet, de son nom de jeune fille, entend manifestement tracer sa route. Mais jusqu'où ira cette émancipation ? Veut-elle son propre parti ? Vise-t-elle la présidentielle de 2025 ? La septuagénaire pourrait être empêchée en cas de retour de la limite d'âge à 75 ans comme il en est question depuis quelque temps. Où

souhaite-t-elle montrer qu'elle pèse, qu'il faut compter avec elle dans le nouveau parti dont elle pourrait par exemple prendre la tête ?

Quoi qu'il en soit, les options sont variées et dans la salle ce samedi, nombreux étaient les militants qui se disaient prêts à la suivre ou elle voudra. « *Tenez-vous prêts pour les prochaines étapes de notre action ! Allez partout comme des pèlerins de la bonne cause* », a-t-elle lancé à ses partisans.

RFI

Cancer du sein : comment le prévenir?

L'Institut national du cancer et le ministère de la Santé viennent de lancer une nouvelle campagne de prévention contre le cancer du sein.

Tous les moyens sont bons pour dépister le cancer du sein... Du coup, l'Institut national du cancer et le ministère de la Santé viennent de lancer une nouvelle campagne de prévention. Quelques gestes simples du quotidien pour prévenir un cancer du sein : notice.

40% des cancers pourraient être évités avec une légère modifications de nos habitudes quotidiennes. Dans cette nouvelle campagne, on rappelle aux femmes les facteurs à risque : alcool, surpoids, tabagisme à travers une série d'illustrations esthétiques.

Dépistage tous les 2 ans

Le but ? « *Faire prendre conscience aux femmes qu'il existe des gestes simples à mettre en œuvre, dans son quotidien, pour lutter contre ce cancer* ». Elle rappelle qu'un dépistage tous les deux ans est nécessaire, particulièrement à partir de 50 ans.

La campagne rappelle : « *Cinq ans après le diagnostic, 99 femmes sur 100 sont toujours en vie lorsque le cancer du sein est diagnostiqué à un stade précoce ; elles ne sont que 26 sur 100 lorsque qu'il est détecté à un stade avancé.* »

Topsante

Guinée

Le chef de la junte présent à l'hommage aux victimes des massacres du 28-Septembre



En Guinée, le 28 septembre est chargé en symboles. C'est à cette date, en 1958, que le pays a voté pour son indépendance et s'est affranchi de la puissance coloniale française. C'est aussi à cette date, en 2009, que le stade de Conakry a été le théâtre de l'un des plus importants massacres de l'histoire du pays. Le président de la transition, Mamady Doumbouya, s'y est rendu pour un hommage mardi.

Après s'être recueilli la veille au cimetière de Bambeto, où sont enterrées des dizaines de victimes de la répression du régime d'Alpha Condé, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya a répété le geste au **stade du 28-Septembre** de Conakry, mardi 28 septembre. En 2009, lors d'une manifestation contre la junte du capitaine Moussa Dadis Camara, au moins 157 personnes y avaient été tuées et une centaine de femmes violées par les forces de défense et de sécurité. Entouré de militaires et de quelques jeunes sportifs au beau milieu de la pelouse, le président de la transition a fait des prières sur la lecture de versets du Coran par l'un de ses bérets rouges.

Le visage totalement couvert de ses habituelles lunettes noi-

res et d'une écharpe, le chef des putschistes a préféré laisser le colonel Amara Camara, porte-parole de la junte au pouvoir, s'exprimer en son nom et lancer un message d'unité à la mémoire des victimes du massacre de 2009. Un hommage de dix minutes, avant que l'impressionnant cortège de véhicules de l'armée ne reprenne la route, sous les acclamations de plus d'une centaine de personnes.

« *On nous a frappées, on nous a violées* »

Une poignée de femmes victimes des violences de 2009 étaient aussi présentes, dont Oumou Kadet Barry, satisfaite du geste du colonel Doumbouya. « *On nous a frappées, on nous a violées, c'est à cause de ça, a-t-elle rappelé. On est venues ici réclamer la vérité, la justice. La vérité, c'est pour ça qu'on est venues ici.* »

Le président du Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) s'est ensuite rendu au domicile de Hadja Andrée Touré, la veuve du premier président guinéen Ahmed Sékou Touré, afin de marquer le 28 septembre de son symbole originel : le référendum pour l'accession à l'indépendance du pays en 1958.

Rfi.fr

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.